

LE JDD 13/01/22

Grève "historique" à l'école : quelles sont les revendications des syndicats?

09h56 , le 13 janvier 2022

- Par
- [Marie Quenet](#)

A l'appel des tous les syndicats représentatifs de l'éducation, de nombreux professeurs devraient se mobiliser demain contre le protocole sanitaire. Face à la cinquième vague et à des conditions de travail dégradées, les revendications sont multiples.

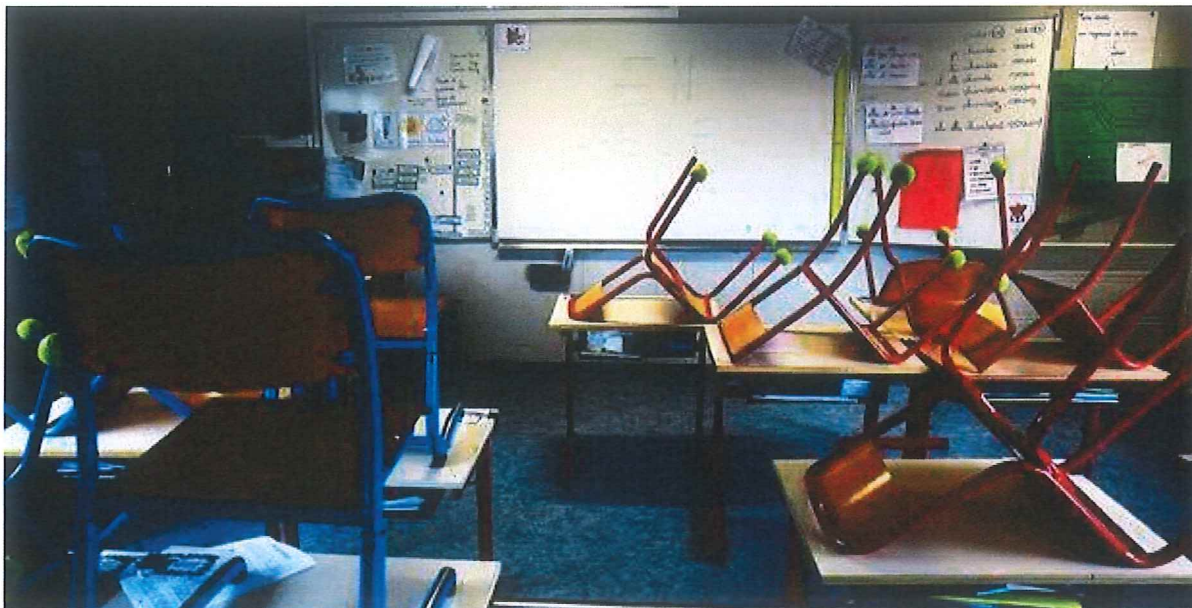


Photo d'illustration. (Sipa)

Certains parlent déjà d'une "grève historique". Tous les syndicats représentatifs de l'Education nationale - enseignants, mais aussi chefs d'établissements, inspecteurs, lycéens, médecins et infirmières scolaires - ainsi que la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) - appellent ce jeudi à se mobiliser contre le protocole sanitaire. Le SNUipp-FSU, majoritaire dans le premier degré, prévoit déjà plus de 75% de grévistes et plus de la moitié des établissements fermés dans le primaire.

Le Premier ministre, [Jean Castex](#), a beau avoir assoupli les règles (trois autotests sur cinq jours, et une seule attestation sur l'honneur, seront désormais demandés aux élèves cas contact), le syndicat dénonce "la pagaille monstre créé par les différents protocoles sanitaires" et "le mépris" affiché, selon lui, par le ministre de l'Education. Les collègues du Syndicat national des lycées et collèges (Snalc) rebondissent : "Qu'on arrête de nous dire d'un côté que la situation est très grave, que c'est un raz-de-marée et qu'il faut remettre les masques dans la rue, et de l'autre que chaque nouveau protocole à l'école soit un allègement du précédent."

Parmi les revendications (qui peuvent varier d'un syndicat à l'autre), voici celles qui reviennent :

- Ne pas apprendre les changements de protocole au dernier moment et à travers les médias. "Lundi et mardi, nous avons passé notre temps au téléphone. On nous demandait où trouver les documents à remplir pour l'attestation sur l'honneur, comment récupérer le papier pour avoir les autotests gratuits en pharmacie, mais nous n'avions rien", soupire Claudine Nemausat, du Syndicat national des médecins scolaires et universitaires (Snmsu-Unsa).

- Revenir aux règles antérieures pour les cas contacts à l'école primaire. Le SNUipp-FSU réclame ainsi qu'on ferme à nouveau la classe durant sept jours dès le premier cas positif (comme c'était avant le 29 novembre). Le Snalc, lui, aimerait que ce soit fait au moins à partir de trois cas positifs en l'espace d'une semaine (comme avant les vacances).
- Organiser des campagnes de tests préventifs dans le secondaire et dans le primaire. Pour les plus jeunes, la FCPE invite par ailleurs à privilégier les tests salivaires, moins difficiles à pratiquer que les tests dans le nez.
- Distribuer, sans attendre, des masques chirurgicaux (le ministère en a promis, avec des premières livraisons mi-janvier) ou FFP2 pour tout le personnel. Pour les enseignants, mais aussi pour les agents surveillant la cantine, les agents territoriaux qui aident les maîtresses en maternelle ou les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH).
- Généraliser des capteurs de CO2 : "Il faut que l'Etat prenne la main", martèle-t-on au Snes-FSU, majoritaire dans le second degré. "Le ping-pong entre le gouvernement et les collectivités locales est insupportable", renchérit le Snalc. Les syndicats demandent, à ce titre, un budget plus conséquent que les 20 millions déjà mis sur la table.
- Recruter du personnel pour remplacer les professeurs absents (il ne devrait pas y en avoir plus de 15% à en croire le ministre), en puisant notamment dans les listes complémentaires des concours (SE-Unsa). De nombreux syndicats réclament un collectif budgétaire pour cela. "Il faut recruter immédiatement des enseignants, et de façon permanente", insiste le SNUipp-FSU.
- Supprimer le "caractère obligatoire des évaluations de mi-CP qui ne font pas sens dans un contexte très perturbé" (SE-Unsa), et reporter les épreuves de spécialités du bac, de la mi-mars au mois de juin (Snes-FSU et Snalc) ou les adapter si la vague actuelle devait se prolonger (SE-Unsa).

Les syndicats ont d'ores et déjà prévu de se retrouver vendredi soir, au lendemain de la grève, pour décider de la suite du mouvement. Pour mémoire, le ministre a fait état de 10.000 classes fermées lundi soir, et de 50.000 cas positifs parmi les 12 millions d'élèves.